

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 02/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

### Norauto Sélestat

16 RUE DE LA MAISON ROUGE  
67600 Sélestat

Références : -  
Code AIOT : 0100301583

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement Norauto Sélestat implanté 16 RUE DE LA MAISON ROUGE 67600 Sélestat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis 2004, tout distributeur de pneu doit organiser la reprise gratuite des pneus usagés sur son lieu de vente en fonction de la surface de vente de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Norauto Sélestat
- 16 RUE DE LA MAISON ROUGE 67600 Sélestat
- Code AIOT : 0100301583
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé notamment dans la vente de pneumatique (camionnette + VL)

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente	Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de reprise par les distributeurs	Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La reprise des déchets pneumatiques est réalisée sur site. L'affichage de la reprise est visible, lisible et accessible mais il manque la mention de la gratuité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Obligation de reprise par les distributeurs**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déchets de pneumatiques

**Prescription contrôlée :**

I.-Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation aux distributeurs de ces produits de reprendre sans frais, ou de faire reprendre sans frais pour leur compte, les produits usagés dont l'utilisateur final se défaît, dans la limite de la quantité et du type de produit vendu ou des produits qu'il remplace. A cet effet, en cas de vente avec livraison, il peut également être fait obligation aux distributeurs de proposer la reprise sans frais des produits usagés au point de livraison du produit vendu, ou auprès d'un point de collecte de proximité lorsqu'il s'agit de produits transportables sans équipement. L'utilisateur final du produit est informé lors de sa commande des modalités de reprise des produits usagés. II.-Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, lorsque le distributeur dispose d'une surface de vente qui est consacrée à une même catégorie de produits relevant d'un régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation au distributeur de reprendre sans frais et sans obligation d'achat les déchets issus des produits de même type. [...]

**Constats :**

La surface de vente destinée à la vente de pneumatique est inférieur à 250 m<sup>2</sup>. Par conséquent, le professionnel a l'obligation à minima de récupérer un pneu usagé par client à condition que ce dernier en achète un autre de même nature (camionnette + véhicule léger).

Sur site, l'inspection a constaté la présence d'une déchetterie pour la récupération des pneus usagés dont la clientèle a accès.

L'éco-organisme est ALIAPUR.

**Type de suites proposées :** Sans suite**N° 2 : Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tous les déchets concernés par la reprise

**Prescription contrôlée :**

L'utilisateur final est informé dans le lieu de vente des conditions de reprise mises à sa disposition de manière visible, lisible et facilement accessible, et avant que la vente ne soit conclue. [...]

**Constats :**

L'inspection a constaté l'affichage de la reprise des pneus usagés. Cependant, il n'est pas mentionné la gratuité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le professionnel doit préciser que la reprise des pneus usagés est gratuite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois